



Classement de Shanghai : instrument de justification du démantèlement de notre service public d'Enseignement supérieur et de Recherche.

Le classement de Shanghai est contesté depuis sa création en 2003. Il a servi de prétexte aux gouvernements successifs pour imposer les réformes qui ont déstructuré l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) depuis 20 ans : autonomie des établissements, désengagement financier de l'État au profit de financements par projets, regroupements divers et variés, fusions-absorptions...

Rien d'étonnant donc à l'auto-satisfaction de la ministre Vidal de l'ESR lors de la publication du classement de Shanghai 2020 : *« En décloisonnant universités, grandes écoles et organismes de recherche, et en leur permettant de déployer leur stratégie au sein d'une organisation dont ils ont choisi le modèle, l'ordonnance du 12 décembre 2018 a permis aux établissements français de valoriser leur potentiel scientifique et de se voir reconnaître parmi les meilleurs établissements au monde. »* Et plus loin : *« Ces nouveaux modèles d'universités font la preuve de leur pertinence et sont désormais reconnus à l'étranger, témoignant de la qualité de notre enseignement et de notre recherche au plan international. »*

Même le président Macron a jugé bon de publier un tweet : *« La qualité de notre enseignement supérieur et de notre recherche est enfin reconnue internationalement à son vrai niveau ».*

Pour la CGT FERC Sup, c'est exactement le contraire.

La reconnaissance scientifique internationale ne passe pas par un tel classement. Elle est le résultat de la qualité du travail des personnels du service public d'ESR. Les diverses lois (Pacte pour la Recherche, LRU-Pécresse 2007, LRU-Fioraso 2013...) ont épuisé les personnels, contourné ou supprimé les règles démocratiques de fonctionnement des universités, et renforcé la bureaucratie universitaire. L'ordonnance de décembre 2018 –imposer une politique en légiférant par ordonnances : bravo la démocratie !– est célébrée alors qu'elle accélère la dérégulation en permettant de déroger pendant 10 ans à quasiment toutes les règles de fonctionnement des universités.

De ce point de vue, Saclay est l'aboutissement de cette dérégulation d'un tel dérèglement : l'agglomération d'établissements absurde et sans objectif scientifique (hors paraître « gros »)... et le risque pour les personnels des EPST (CNRS, INSERM, INRAE, INRIA...) d'être fondus / noyés dans le nouvel ensemble.

La réalité, c'est la concurrence stérile entre établissements, au détriment des personnels et de la recherche. La réalité, c'est le financement différencié des établissements : le développement de quelques « universités de recherche » prestigieuses et le marécage pour les « collèges universitaires » accueillant les classes populaires. La réalité, c'est la volonté de détruire le service public d'ESR. La réalité, c'est la marche forcée vers la marchandisation et la privatisation de l'ESR.

C'est le résultat d'une transformation bureaucratique et managériale de l'université à l'opposé de sa mission de production de savoirs et de leur appropriation par les étudiant·es.

Le communiqué de la ministre Vidal conclut : *« La future loi de programmation de la recherche, avec un investissement de 25 milliards d'€ sur les 10 prochaines années, contribuera encore davantage à cette distinction française en confortant la France parmi les grandes nations scientifiques. »*

Pour la CGT FERC Sup, au contraire, le développement du service public de l'ESR n'est pas compatible avec la LPPR qui remet en cause le recrutement des personnels sous statut de fonctionnaire, accroît le financement de la recherche par contrat et le recours aux travailleurs et travailleuses contractuels, et favorise ainsi le développement de la précarité qui nuit à la qualité de la recherche et de l'enseignement. Plutôt que courir après les bons points d'un classement principalement destiné aux universités chinoises, nous avons besoin d'un service public national d'ESR et d'un recrutement massif de fonctionnaires.